

Les annonces du plan « Choc des savoirs » du ministère dessinent une École de l'assignation sociale et tendent à dégrader les conditions du métier d'enseignant. Par ailleurs, l'organisation matérielle de regroupements de niveaux va induire des contraintes telles sur tous les emplois du temps que les conditions d'étude pour les élèves et de travail pour les professeur·es s'en trouveront encore dégradées.

La mise en place, contre l'avis majoritaire des personnels, et dans une précipitation rarement égalée, de ces groupes de niveaux sont le reflet d'un mépris de tous les personnels de l'éducation nationale, ainsi que des élèves. C'est aussi une nouvelle perte horaire pour les élèves car ils n'auront plus 26 heures d'enseignements obligatoires en sixième, mais seulement 25. En effet, à la rentrée 2023 une heure de technologie avait été transformée en « heure d'approfondissement en Français ou Mathématiques », elle sera totalement supprimée, sans autre forme de procès.

Les personnels d'enseignement et d'éducation du collège Nelson Mandela s'opposent donc fermement à ce projet. Ces annonces sont pour nous inacceptables car :

- si les études montrent que des groupes de besoins peuvent être utilisés à certains moments pour aider les élèves en difficulté, les groupes de niveaux, tels qu'ils sont pensés et annoncés par le ministère sur la totalité des horaires de français et mathématiques en sixième et cinquième (puis sur tous les niveaux à la rentrée 2025), sont inégalitaires, inefficaces et induisent un déterminisme scolaire des élèves dès leur entrée au collège que nous saurions tolérer.

- l'impact psychologique sur les enfants, qui à cet âge-là construisent leur estime d'eux-mêmes, est évident : stigmatisation des plus faibles et mise en insécurité de tous les autres. Seul le groupe des élèves en difficulté bénéficiera d'un effectif allégé (15 élèves). L'éclatement du groupe classe dès la Sixième participerait à casser le collectif de travail et produirait sur de très jeunes enfants les effets délétères que l'on observe déjà au lycée.

- le tri scolaire des élèves, et donc social car les statistiques montrent que ces deux dimensions sont corrélées, commencera dès la Sixième avec ces regroupements, se poursuivra dès la Cinquième avec la découverte des métiers, et se terminera avec l'examen du DNB, désormais érigé en barrage pour le passage en Seconde.

**Nous défendons un autre collège, un collège qui aurait les moyens de faire réussir toutes et tous les élèves, étudiant ensemble pour apprendre à faire société afin de réduire les déterminismes sociaux et scolaires. Nous nous opposons au projet du ministère d'un collège qui trie et sépare les élèves en son sein, qui réduit à néant toute tentative d'École inclusive.**

Par ailleurs, le Président E. Macron annonce d'autres modifications qui ne sont actées ni par des textes réglementaires, ni même par les dotations horaires réceptionnées dans les établissements.

Un nouvel enseignement obligatoire de théâtre deviendrait, selon ses propos, « un passage obligé » et « l'histoire de l'art retrouverait sa place au collège et au lycée », dès la rentrée prochaine. S'il s'agit de nouveaux enseignements, ils ne connaissent pour l'heure ni horaire réglementaire ni moyen pour leur mise en œuvre. Il serait inacceptable, comme certaines hypothèses l'envisagent, qu'ils puissent être installés à la place d'horaires disciplinaires obligatoires. Il ne saurait être question de supprimer l'obligation scolaire de l'éducation musicale et des arts plastiques, ni de diminuer les horaires actuels.

De même, il ne pourrait être question que n'importe quel.e volontaire puisse mener un enseignement d'éducation civique et moral alors que les professeur.es d'histoire-géographie sont les seul.es formé.es à l'ensemble des questions qu'elle recouvre. L'appellation « instruction civique » utilisée par le président est une appellation réactionnaire qui montre qu'il ne s'agirait pas de former les élèves à devenir des citoyen.nes émancipé.es.

A la rentrée 2024, le budget imposé par le gouvernement par un « 49-3 » prévoyait 484 suppressions d'emplois. Le ministère annonce de nouveaux emplois (+ 1508) pour un solde positif de 574 emplois. Mais cela sans augmenter les postes aux concours de recrutements ! Cela ressemble à une campagne d'affichage, d'autant plus que cela ne couvrira même pas la « mesure phare » du ministre des « groupes de niveaux » en collège dont il estime les besoins à 2 300 postes.

Concrètement, au collège Nelson Mandela, pour la rentrée 2024, des dispositifs pédagogiques bénéficiant à tous les élèves (groupes de sciences, de langues, d'histoire-géographie et les groupes de mathématiques en quatrième et troisième) sont remis en question pour le seul motif économique et non pédagogique ; certains de ces dispositifs sont d'ores et déjà sacrifiés pour financer les groupes de niveaux, tandis que les autres sont menacés à court terme. De la même manière, ce sont les postes de plusieurs collègues qui sont touchés : plusieurs d'entre eux devront désormais exercer dans plusieurs établissements, dégradant ainsi leurs conditions de travail et leur capacité d'investissement dans l'établissement, au service des élèves.

Faut-il donc mettre en place une DHG qui vise à faire réussir tous les élèves, ou une DHG qui gère le manque d'investissement éducatif et des réformes régressives ? Aujourd'hui, notre ministère nous contraint via la DHG à organiser la pénurie éducative et la casse du service public : nous le contestons. Si nous reconnaissons le travail de la direction de notre établissement, toujours fait en transparence et en concertation avec les équipes, il n'en demeure pas moins un cadre trop contraint (toujours plus d'heures supplémentaires et moins d'heures poste) et contestable (aucun texte officiel entérinant les annonces ministérielles n'a, à ce jour, été publié). Nous refusons donc de valider par notre vote un TMRD non réglementaire ! C'est la deuxième année consécutive que le ministère place les personnels de l'Éducation nationale et les usager.es dans le flou et potentiellement dans l'illégalité au moment où commence la tâche ô combien sérieuse et importante de préparer la rentrée suivante ; c'est inadmissible !

Les personnels du collège Nelson Mandela